

# Discours du Président

M. Attila Mesterhazy (Hongrie)

## 66<sup>ème</sup> session annuelle

### Cérémonie d'ouverture

Mercredi 18 novembre 2020

Messieurs les Ministres,  
Excellences,  
Chers collègues,  
Mesdames et Messieurs,

L'année 2020 n'a ressemblé à nulle autre. La pandémie a causé la mort d'un bien trop grand nombre de nos concitoyens et paralysé nos économies et nos sociétés, en même temps qu'elle nous a contraints à remettre en question des aspects essentiels de notre mode de vie : notre liberté de mouvement, de fréquenter nos êtres chers, de manger avec nos amis, d'aller au cinéma ou au théâtre... Nous voici au milieu de la deuxième vague de la pandémie. Nous pouvons enfin apercevoir au loin la lumière au bout du tunnel grâce à la rapidité remarquable à laquelle progresse la mise au point d'un vaccin. Cependant, nous resterons aux prises avec la pandémie pendant de longs mois encore et les conséquences de ce fléau se feront ressentir des années durant.

Chers amis, chers collègues, la conjoncture nous empêche de nous rencontrer en personne depuis le mois de mars mais, dès le début, j'étais résolu à faire en sorte que nous puissions continuer à échanger, car aucun de nos pays ne peut affronter seul cette crise. Ce n'est qu'ensemble que nous en viendrons à bout, d'autant que les crises et les défis auxquels nous étions confrontés avant la pandémie n'ont pas faibli, bien au contraire.

Depuis le mois d'avril, nous avons organisé une trentaine de réunions en ligne qui ont porté sur l'ensemble de ces multiples défis. Nous avons adapté nos moyens de communication et lancé de nouvelles initiatives afin que les délégations puissent rester en contact et partager leurs meilleures pratiques et les enseignements qu'elles tirent de la situation.

Cette session annuelle en ligne est une première pour l'Assemblée. Elle offre à chacun d'entre nous une occasion unique de nous pencher rétrospectivement sur une année véritablement exceptionnelle et de nous tourner vers l'avenir, qui recèle tant de priorités et de défis.

En notre nom à tous, je remercie la délégation de la Grèce d'avoir, jusqu'à la dernière minute, tenté l'impossible pour réunir les conditions qui nous auraient permis de tenir notre session à Athènes comme prévu. Hélas, cela n'a pu se faire. Je me félicite toutefois de la perspective de nous entretenir avec plusieurs membres du gouvernement grec au cours de cette session, mais aussi de pouvoir le faire cet après-midi.

Je voudrais également remercier les délégations du Luxembourg et de l'Ukraine, qui ont proposé d'accueillir avec beaucoup d'enthousiasme la commission permanente pour l'une et la session de printemps pour l'autre. Je me réjouis à l'idée de retourner bientôt dans ces deux pays.

+++

À partir de cet après-midi et pendant cinq jours, nous passerons en revue nos réponses à la pandémie de Covid-19 et les conséquences de tous ordres de la crise pour la société et l'économie, comme pour la sécurité à l'échelon tant mondial que transatlantique. Les commissions de l'Assemblée ont préparé à cette fin six excellents rapports spéciaux qui traitent des différents aspects de la crise.

Nous évoquerons aussi les nombreux problèmes sécuritaires auxquels nous devons continuer à faire face :

- le comportement agressif de Moscou et l'ambitieux plan de modernisation des forces armées russes,
- la persistance de la menace terroriste,
- l'instabilité dans notre voisinage, de la mer Noire jusqu'au Golfe,
- l'intégration inachevée des Balkans occidentaux dans la communauté euro-atlantique, et
- les technologies émergentes et de rupture.

Les défis inhérents à la montée en puissance et aux ambitions planétaires de la Chine figurent en bonne place dans notre ordre du jour. En décembre dernier, pour la première fois, les dirigeants alliés ont estimé que nous devons collectivement, en tant qu'Alliance, faire pièce à l'influence croissante et à la politique internationale de la Chine. Ils ont qualifié ce pays tout à la fois d'« opportunité » et « de problème » ; en toute franchise, je le considère personnellement davantage comme un problème que comme une opportunité. La Chine nourrit des ambitions géopolitiques semblables à celles de la Russie, mais elle agit avec plus de finesse et d'efficacité, avec le concours de tanks et de banques. Aussi, sans perdre de vue les opportunités qu'elle présente, nous devons mieux cerner les risques que les ambitions et les actes de portée mondiale de ce pays, de même que sa coopération avec la Russie posent directement à l'OTAN comme aux Alliés. Nous devons aussi tirer les leçons de la pandémie de Covid-19, s'agissant des campagnes chinoises de propagande et de désinformation et des risques découlant de notre dépendance à l'égard de Pékin dans certains secteurs stratégiques. Je regrette que l'Europe n'ait pas encore mis au point de stratégie commune concernant l'accès de Huawei aux infrastructures de télécommunications de la 5G.

Bref, la Chine doit commencer à se comporter comme un acteur responsable sur la scène mondiale. Mais nous ne pouvons nous permettre de faire preuve de naïveté au sujet de ses ambitions et de son rôle.

Pendant la session, nous aurons également l'occasion de parler des opérations de l'OTAN et, notamment, de la situation en Afghanistan.

Nos pays se sont engagés en Afghanistan ensemble. Avec nos amis afghans, nous consentons, depuis 2001, d'énormes sacrifices pour éradiquer durablement le terrorisme et apporter à la population paix et stabilité. Il convient que nous en reparions ensemble, quand nous nous accorderons à dire que le moment est venu. Tout départ prématuré risquerait d'encourager les mouvements terroristes internationaux qui cherchent à nuire à l'Alliance à se regrouper en Afghanistan pour y rebâtir ce qu'ils ont perdu.

Je suis rassuré par le ferme soutien du Congrès américain – démocrates et républicains confondus – apporté à la mission alliée en Afghanistan, un soutien que confirme chacun de mes échanges avec la délégation des États-Unis auprès de l'Assemblée.

+++

La liste des défis que nous devons relever est bien longue. Pour nous atteler à la tâche, nous devons continuer à investir dans la défense et dans l'innovation en dépit des retombées économiques dévastatrices de la pandémie, faute de quoi l'OTAN risque de perdre son avance technologique et sa supériorité militaire. Il est tout aussi nécessaire de veiller à ce que nos concitoyens aient conscience des menaces qui nous guettent, comprennent l'importance des questions de défense et sachent de quelle façon l'OTAN contribue à leur protection.

Pour faire face à une grande partie de ces défis, nous devons travailler main dans la main avec l'Union européenne, évidemment, mais aussi avec le réseau de plus en plus conséquent de partenaires

qui, de l'Europe à l'Asie, partagent nos valeurs. Je suis heureux de savoir qu'ils seront nombreux à nous rejoindre dans les prochains jours.

+++

Dans le courant de la session, nous adopterons notre contribution au processus de réflexion baptisé « OTAN 2030 ». Je m'étendrai davantage sur le sujet lundi, lorsque nous accueillerons le secrétaire général de l'OTAN. Tout au long de l'année écoulée, l'une de mes principales priorités a été de veiller à ce que l'Assemblée puisse faire entendre sa voix dans ce débat et contribuer à façonner l'avenir de l'Organisation.

Nous avons pris contact avec le groupe d'experts désigné par le secrétaire général pour l'épauler dans ce travail, ainsi qu'avec M. Stoltenberg et le secrétaire général délégué eux-mêmes. Lundi, je présenterai notre projet de déclaration assorti de recommandations relatives aux trois axes du processus de réflexion : comment renforcer l'unité politique de l'OTAN, préserver sa puissance militaire et élaborer une stratégie d'une portée plus mondiale.

Ces trois axes sont importants, bien sûr. Mais l'Assemblée peut apporter une valeur ajoutée particulière au premier d'entre eux. Nous sommes une entité éminemment politique et nous sommes donc souvent mieux à même d'aborder les questions d'une manière franche et transparente, sans être tenus par les contraintes de la diplomatie gouvernementale. Par ailleurs, nous représentons toute la diversité de la mosaïque politique composée par nos pays et de nos citoyens.

C'est pour ces raisons que l'Assemblée parlementaire de l'OTAN doit incarner les valeurs communes sur lesquelles repose notre Alliance, unique en son genre. Nous devons nous assurer qu'elle n'est pas simplement une organisation politico-militaire, mais aussi une alliance de démocraties.

En premier lieu, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver et consolider le lien spécial qui unit l'Europe et l'Amérique du Nord. Je veux ici saluer et remercier nos collègues canadiens et américains de leur attachement indéfectible à l'OTAN et à l'Assemblée. Je leur sais gré de tout ce qu'ils font pour inciter leurs collègues parlementaires et leurs électeurs à soutenir l'Alliance. Tous, nous devons continuer à faire de même dans nos pays respectifs et veiller à ce que l'Europe assume pleinement les responsabilités qui lui incombent dans la préservation de notre sécurité commune.

En deuxième lieu, nous devons être fidèles à nos valeurs et diriger par l'exemple. Je le répète : l'Assemblée est bien placée pour discuter des préoccupations de ses membres et des différends qui peuvent opposer ceux-ci. Nous ne pouvons nier que, cette année, de graves divergences de vues se sont produites entre plusieurs Alliés. J'ai fait de mon mieux pour offrir un forum à l'intérieur duquel ces divergences pourraient être débattues ouvertement. Nous ne pourrions avancer que par le dialogue.

Diriger par l'exemple signifie aussi apporter notre contribution en faveur de l'égalité des genres et de l'intégration de cette question. Nous célébrons cette année le vingtième anniversaire du jalon que représente la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. Les progrès que nous avons accomplis tout au long de 2020 nous rappellent tout le chemin parcouru, mais aussi tout le chemin qu'il reste à parcourir.

Troisièmement, nous ne devons pas nous taire lorsque les valeurs que nous défendons sont foulées aux pieds, à plus forte raison quand cela se passe dans notre voisinage proche. C'est pourquoi nous protestons contre la situation au Bélarus. Nous continuerons à condamner ce régime aussi longtemps qu'il cherchera à étouffer la libre expression de la volonté populaire.

Quatrièmement, nous devons en faire davantage pour protéger l'ordre international fondé sur les règles contre ceux qui tentent d'y porter atteinte. La Russie manifeste périodiquement son mépris pour le droit international et, bien sûr, continue à occuper illégalement une partie des territoires souverains de l'Ukraine et de la Géorgie. La Chine, elle aussi, tente d'imposer ses valeurs et sa vision des choses dans les institutions existantes et par le biais d'institutions parallèles.

Cinquièmement, nous devons laisser notre porte ouverte à ceux qui partagent nos valeurs et qui souhaitent rejoindre notre communauté de nations, la seule de son espèce. J'ai été sincèrement honoré d'intervenir lors de la session historique au cours de laquelle le Parlement de Macédoine du Nord a

ratifié le Traité de l'Atlantique Nord. Mais les choses ne s'arrêtent pas à Skopje. Nous devons arrimer solidement les Balkans occidentaux à la communauté euro-atlantique et européenne. Notre indécision crée un vide que d'autres se feront un plaisir de combler. Voilà pourquoi l'échange de la semaine dernière avec Olivér Várhelyi, commissaire européen, et James Appathurai, secrétaire général adjoint de l'OTAN, était à ce point important.

Ce n'est pas tout : nous devons continuer à soutenir la Géorgie et l'Ukraine dans leurs aspirations euro-atlantiques.

Un scrutin délicat se déroule actuellement en Géorgie, où le second tour des élections législatives doit avoir lieu dans quelques jours à peine. Je m'abstiendrai donc de tout commentaire et je me bornerai à souligner ceci : une délégation de l'Assemblée s'est rendue en Géorgie pour y observer le déroulement du premier tour des élections en question. Ce déplacement, qui a d'ailleurs été notre seule activité effectuée en présentiel depuis le mois de mars, prouve à suffisance notre volonté de soutenir la démocratie géorgienne et l'intégration euro-atlantique du pays.

De la même manière, notre porte doit rester ouverte à l'Ukraine. Tout pays est libre de décider de son propre destin sans qu'une tierce partie puisse lui opposer un quelconque veto. Après ma désignation à la présidence de l'Assemblée, ma toute première démarche a consisté à rencontrer la délégation de l'Ukraine à l'occasion d'une réunion du Conseil interparlementaire OTAN-Ukraine. Et après l'annulation de notre session de printemps, nous avons eu un second échange – en ligne, cette fois – fixé symboliquement à la date à laquelle nous aurions dû nous trouver à Kiev.

+++

Chers collègues,

Pendant la pandémie, les parlementaires continuent à jouer le rôle essentiel qui est le leur : préserver les valeurs démocratiques et les libertés dans leurs pays respectifs.

Avec cette session, nous démontrons que, quel que soit le cadre, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN offre un forum indispensable à un dialogue ouvert et franc autour de la sécurité transatlantique.

Ensemble, nous restons déterminés à protéger nos concitoyens et à défendre les valeurs de l'Alliance atlantique.

Je suis impatient de vous voir en ligne dans les jours qui suivent.

Je vous remercie.